



Rapport d'activités 2012

INTERPROFESSION DU LAIT
BO MILCH - IP LAIT - IP LATTE





Table des matières

Avant-propos du président	3
Introduction	4
Membres de l'IP Lait	5
Organes de l'IP Lait	6
Séances du comité et assemblées des délégués	8
<hr/>	
Sujets principaux	
Prix indicatifs de l'IP Lait	10
Contrat-type et segmentation	14
Fonds d'allègement du marché	18
Fonds d'intervention	22
<hr/>	
Comptes annuels	
Bilan	26
Compte de profits	27
Rapport de révision (seulement en allemand)	28
Annexe aux comptes annuels 2012	29



Avant-propos du président

Dans le présent rapport, l'Interprofession du lait (IP Lait) rend compte de ses activités pendant le 3^e exercice depuis sa création. Un exercice certes tumultueux pour l'économie laitière suisse et, par conséquent, pour l'interprofession, mais aussi empreint d'espoir pour toute la branche. Le début de l'année 2012 a été marqué par une hausse sensible de la production laitière, ce qui a relancé les discussions sur la manière de maîtriser la production. Chercher une solution politique, charger les producteurs de gérer les quantités, mettre en œuvre la segmentation ou encore laisser faire le marché: telles étaient les recettes proposées. Et comme toujours depuis quelque temps, chaque mesure a ses partisans, lesquels sont rarement disposés à faire des concessions. Depuis juillet dernier, la production est en baisse en Suisse et presque partout dans le monde, une situation qui perdure aujourd'hui encore. Les raisons de cette baisse font l'objet de discussions controversées. Concernant la Suisse, on peut néanmoins dire avec certitude que la mauvaise qualité du fourrage de base, la hausse des aliments concentrés et le bas niveau des prix à la production jouent certainement un rôle non négligeable. On parle actuellement plutôt d'un manque de lait que d'excédents.

Le fonds d'allègement du marché et le fonds d'intervention de l'IP Lait ont permis de faire baisser les stocks de beurre et d'éviter les importations dans le cadre de la loi chocolatière pendant l'exercice 2012. La mise en œuvre de la segmentation a fortement occupé le comité. Force a été de constater que sans contrôle systématique et sans sanctions dures le cas échéant cette mesure de stabilisation du marché n'est pas appliquée. Lors de leur assemblée extraordinaire en novembre, les délégués ont approuvé un durcissement du règlement et ont chargé la gérance de déposer une demande de force obligatoire auprès du Conseil fédéral. À plusieurs reprises, le comité n'a pas réussi à s'accorder sur le prix indicatif, notamment en raison de divergences sur le calcul et sur l'interprétation des indices utilisés, mais aussi parce que la volonté de trouver un compromis manquait tout simplement.

Malgré toutes ces difficultés, nous pouvons dire que l'IP Lait commence l'année 2013 dans une position renforcée. Après l'adaptation des bases décisionnelles, un consensus existe à présent concernant la définition du prix indicatif du lait A. Notons à ce propos que ce dernier augmentera à 69 centimes le 1^{er} juin. Quant à la FPSL et à l'OP Prolait, elles ont réintégré l'IP Lait. En outre, le parlement a renforcé la position de l'IP Lait dans le cadre de la PA 2014–2017. L'interprofession porte une grande responsabilité quant à l'avenir de l'économie laitière suisse. Il nous revient d'élaborer les bonnes mesures pour assurer l'avenir des producteurs de lait suisses et de toute la branche en vue de l'abolition du contingentement laitier dans l'UE en 2015. C'est une tâche exigeante, qui demande une grande clairvoyance et la capacité à collaborer au sein de la branche de la part de tous les acteurs. Je souhaite de tous mes vœux que les membres de l'IP Lait sachent faire preuve de ces qualités ces prochaines années.

Markus Zemp, président

Introduction

Le présent rapport annuel donne un large aperçu des mesures de l'IP Lait et des effets de ses instruments. L'exercice 2012 a notamment été marqué par les sujets suivants:

- Un montant total de CHF 37.92 provenant du fonds d'allègement du marché a été versé pour soutenir les exportations de produits contenant de la graisse. 9 248 902 kg de graisse lactique ont pu être exportés avec ce montant, ce qui équivaut à 231.2 millions de kg de lait ou à près de 6.8 % de la production laitière annuelle en Suisse. Le fonds a donc sensiblement contribué à réduire les importants stocks de beurre. Rappelons qu'en mai 2011, les stocks de beurre s'élevaient à plus de 10 000 tonnes, un niveau record. Ils n'atteignaient plus que 480 tonnes à la fin décembre 2012.
- Le fonds d'intervention a permis de compenser en grande partie la différence du prix de la matière première entre la Suisse et l'étranger en complément aux subsides fédéraux versés dans le cadre de la loi chocolatière. Cette intervention de la branche sur le marché a empêché tout recours au trafic de perfectionnement, à savoir l'importation de matière première concurrençant la production indigène. La suspension de l'encaissement des contributions en septembre 2011 a rendu nécessaire une réduction des aides à partir de juillet 2012 et le fonds était entièrement épuisé à partir des exportations effectuées en novembre.
- Le prix indicatif du segment A s'est élevé à 66.0 ct./kg de lait de février à juin. Par contre, la branche n'a pas réussi à s'accorder sur un prix indicatif pour le deuxième semestre de l'année. En raison de divergences entre les représentants de la production et de la transformation à propos de l'évolution du marché, le consensus nécessaire n'a en effet pas pu être trouvé pour les 3e et 4e trimestres 2012.
- Le contrat-type pour l'achat de lait aux premier et deuxième échelons avait déjà été introduit en 2011. Rappelons que ce contrat-type découle directement du mandat statutaire demandant le renforcement de la sécurité juridique et contractuelle pour tous les acteurs. Les délégués de l'IP Lait ont confirmé le contrat-type en 2012 et adopté, de plus, un règlement élargi pour la segmentation. Les lacunes enregistrées dans la mise en œuvre de cette dernière doivent être éliminées grâce à des dispositions d'application plus précises.

Les instruments de l'IP Lait ont montré l'efficacité souhaitée: la pression sur le prix découlant des excédents de graisse a été réduite, le trafic de perfectionnement a été évité et le contrat-type ainsi que la segmentation contribuent à stabiliser le marché. Malgré ce bilan positif, des efforts importants devront continuer à être fournis en commun à court et long terme. Des oppositions ont empêché jusqu'à présent la reprise de l'encaissement des contributions pour compenser le prix de la matière première; concernant les aides à l'exportation, l'extension de la validité aux non-membres ancrée dans la loi arrive à terme à la fin avril 2013. Une discussion de fond sur les mesures prises jusqu'à présent et des décisions contraignantes seront nécessaires. De façon générale, on peut dire que la consolidation de la stabilisation du marché obtenue est dans l'intérêt de tous les acteurs de la filière. Leur volonté de trouver un consensus et un compromis dans un proche avenir constitue la base pour empêcher une nouvelle baisse des prix à tous les échelons.

Membres de l'IP Lait

Organisations des producteurs

- Arnold Produkte AG
- Association des producteurs de Nestlé Broc
- Association des producteurs de lait de consommation neuchâtelois et du Seeland APLCNS
- Association des producteurs de lait de cremo SA APLC
- Association des producteurs de lait de ELSA APLE
- Association des producteurs de Milco
- Berner Emmi Milchproduzenten Organisation Bemo
- Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie FSFL
- Milchproduzenten Mittelland MIMO
- Milchverband der Nordwestschweiz MIBA
- Nordostmilch AG
- OP Federazione ticinese produttori di latte
- OPU Chasseral
- OPU Laiteries Réunies de Genève LRG
- OPU Le Maréchal
- PMO Biedermann/Züger
- PMO Bodenseemilch
- PMO Strähl
- PMO Zentral-/Nord- und Ostschweiz
- PO Lobag
- PO Ostschweiz
- Fédération des Producteurs Suisses de Lait PSL
- Société de fromagerie de Praroman
- Thur Milch Ring AG
- Zentralschweizer Milchproduzenten ZMP

Entreprises et organisations de l'industrie laitière

- Baer AG
- Cremo SA
- Emmi Schweiz AG
- Estavayer Lait SA
- Hochdorf AG
- LATI
- Milco SA
- Nestlé Suisse SA
- Swiss Premium AG
- Vallait SA
- Association de l'industrie laitière suisse (VMI)
- Vereinigung Schweizer Mittelmolkereien VSMM
- Züger Frischkäse AG

Fromageries artisanales

- Fromarte
- Association des Artisans fromagers romands
- Bernischer Milchkäuferverband
- Genossenschaft Ostschweizer Milchverarbeiter
- Zentralschweizer Milchkäuferverband
- Zürcher Milchkäuferverband

Commerce de détail

- Coop
- Fédération des coopératives Migros



Organes de l'IP Lait

Comité

Zemp Markus Seeberg, 5503 Schafisheim (président)

Représentants du groupe d'intérêts Production

Membres

Arnold Walter	PO Ostschweiz, 9215 Schönenberg an der Thur
Banga Christian	MIBA, 4142 Münchenstein
Bigler Rudolf	PO Lobag, 3072 Ostermundigen
Furrer Pirmin	Zentralschweizer Milchproduzenten, 6002 Lucerne
Girard Samuel	APLC, Rue Rieter 9, 1630 Bulle (à partir du 04.05.12)
Guex Michel	APLC, 1753 Matran (jusqu'au 04.05.12)
Hagenbuch Stefan	SMP, Weststrasse 10, 3000 Berne 6 (à partir du 12.11.12)
Hitz Andreas	Mittelland Molkerei-Lieferanten, 5417 Untersiggenthal (vice-président))
Kern Hanspeter	VMMO, Dorfstrasse 61, 8454 Buchberg (à partir du 12.11.12)
Schwager René	Nordostmilch AG, 8401 Winterthur
Werner Roland	Thur Milch AG, 8564 Wäldi

Suppléants

Burren Christian	BEMO, 3144 Gassel
Geiser Willy	APLCNS, 2300 La Chaux-de-Fonds (jusqu'au 04.05.12)
Mori Alfred	APLCNS, Aspi 3, 3283 Kallnach (à partir du 04.05.12)
Vonlanthen René	Société de fromagerie de Praroman, 1724 Praroman

Représentants du groupe d'intérêts Transformation/commerce

Membres

Guggisberg Christian	Coop, 4002 Bâle
Gygax Jacques	Fromarte, 3001 Berne
Hirt Lorenz	Vereinigung der Schweizer Milchindustrie, 3000 Berne
Hofer Ernst	Bernischer Milchkäuferverband, 3401 Burgdorf
Oberson Gilles	Estavayer Lait SA, 1470 Estavayer-le-lac
Oberli Christian	Genossenschaft Ostschweizer Milchverarbeiter, 9512 Rosstrüti
Pellaux Michel	Cremo SA, 1752 Villars-sur-Glâne
Stöckli Sandra	Migros Genossenschafts-Bund, 8031 Zurich
Schweizer Werner	Hochdorf AG, 6281 Hochdorf
Willmann Markus	Emmi Schweiz AG, 6002 Lucerne (Vizepräsident)

Suppléants

Bernegger Urs	Nestlé SA, 1800 Vevey (jusqu'au 12.11.12)
Imhof Daniel	Nestlé SA, 1800 Vevey (à partir du 12.11.12)
Schmidli Joseph	Zentralschweizer Milchkäuferverband, 5642 Mühlau
Züger Christof	Züger Frischkäse AG, 9245 Oberbüren

Révisseurs

Schwab Urs	Dr. Röthlisberger AG
Mast Patrick	Dr. Röthlisberger AG

Gérance

Gerber Daniel	Belpstrasse 26, 3007 Berne (gérant)
Gugger Michael	Belpstrasse 26, 3007 Berne (à partir du 01.09.12)
Seidel El Hatri Laila	Belpstrasse 26, 3007 Berne

Groupes de travail et commissions

Commission Allègement du marché

Membres

Bernegger Urs	Nestlé SA, 1800 Vevey
Burren Christian	BEMO, 3144 Gasel
Eggenschwiler Christophe	MIBA, Andlauring 30b, 4147 Aesch BL
Gygax Jacques	Fromarte, 3001 Berne
Pellaux Michel	Cremo SA, 1752 Villars-sur-Glâne
Schwager René	Nordostmilch AG, 8401 Winterthur
Werner Roland	Thur Milch AG, 8564 Wäldi
Willmann Markus	Emmi Schweiz AG, 6002 Lucerne
Zemp Markus	Seeberg, 5503 Schafisheim

Groupe de travail Segmentation

Membres

Affolter Adrian	PO Lobag, 3072 Ostermundigen
Burren Christian	BEMO, 3144 Gasel
Eggenschwiler Christophe	MIBA, Andlauring 30b, 4147 Aesch BL
Furrer Pirmin	Zentralschweizer Milchproduzenten, 6002 Lucerne
Gerber Daniel	Belpstrasse 26, 3007 Berne
Hauser Manuel	Emmi Schweiz AG, 6002 Lucerne
Meier Peter	Hochdorf AG, 6281 Hochdorf
Schwager René	Nordostmilch AG, 8401 Winterthur
Wegmüller Andreas	Cremo SA, 1752 Villars-sur-Glâne

Groupe de travail Restrictions fonds d'allègement du marché

Membres

Gerber Daniel	Belpstrasse 26, 3007 Berne
Hirt Lorenz	Vereinigung der Schweizer Milchindustrie, 3000 Berne
Werner Roland	Thur Milch AG, 8564 Wäldi

Groupe de travail Lait biologique

Membres

Blonkiewicz Magdalena	Bio Suisse, 4053 Bâle
Brändli Urs	Bio Suisse, 4053 Bâle
de Poret Cyril	Provana, 1632 Riaz
Estermann Dominik	ZMP, 6002 Lucerne
Gerber Daniel	Belpstrasse 26, 3007 Berne
Gygax Jacques	Fromarte, 3001 Bern
Hauser Manuel	Emmi Schweiz AG, 6002 Lucerne
Lusti Marcel	Biomilchpool GmbH, 9244 Niederuzwil
Schilliger Daniel	Migros, 8031 Zurich
Wegmüller Andreas	Cremo SA, 1752 Villars-sur-Glâne
Zürcher Peter	Coop, 4002 Bâle



Séances du comité en 2012

Le comité a siégé huit fois en 2012. Les objets suivants ont notamment été traités lors de ces séances:

Séance du comité du 27 janvier 2012

- Système pour fixer le prix indicatif du lait A à l'avenir sur la base de l'indice du prix du lait de centrale de l'OFAG. Le système adopté est appliqué à l'essai en 2012;
- Calcul du prix indicatif du lait C à l'avenir. Le prix C publié contient, outre le calcul de la graisse et de la protéine aux conditions prévalant à l'étranger, aussi le soutien assuré par le fonds d'allègement du marché;
- Mise sur pied d'un groupe de travail ad hoc chargé d'examiner les restrictions pour toucher les aides du fonds d'allègement du marché;
- L'encaissement des contributions au fonds d'intervention n'est pas repris pour le moment. La différence du prix de la matière première est compensée à 100 % par l'IP Lait jusqu'en été 2012;
- Adoption de l'accord-cadre, y compris cahier des charges, avec l'inspecteur des finances de l'OFAG instituant sa fonction d'organe d'inspection indépendant.

Séance du comité du 29 mars 2012

- Préparation et examen des propositions soumises à l'assemblée ordinaire des délégués du 4 mai 2012;
- Maintien inchangé du prix indicatif du segment A à 66.0 ct./ kg de lait pour le 2^e trimestre 2012;
- Adoption du rapport annuel 2011 et du budget 2013.

Séance du comité du 4 mai 2012

- Discussion sur le montant des aides à l'exportation du fonds d'allègement du marché pour la deuxième moitié de l'année;
- La reprise de l'encaissement des contributions au fonds d'intervention est jugée peu réaliste. L'IP Lait compensera la différence du prix de la matière première à hauteur de 90 % jusqu'à la fin 2012 en fonction des moyens disponibles.

Séance du comité du 21 mai 2012

- Un groupe d'accompagnement est mis sur pied pour veiller à ce que la segmentation soit appliquée à tous les échelons;
- Réduction de l'aide à l'exportation du fonds d'allègement du marché à CHF 3.00 par kg de graisse exportée pour les mois de juin et juillet;
- Discussion sur l'avenir du fonds d'allègement du marché et sur d'autres possibilités pour intervenir sur le marché lorsque la force obligatoire arrivera à terme le 1^{er} mai 2013;
- Approbation de la signature de la charte concernant la stratégie qualité de l'OFAG.

Séance du comité du 29 juin 2012

- Adoption des comptes annuels 2011;
- L'agence fiduciaire Fidatio Treuhand SA reçoit mandat de tenir la comptabilité;
- Réduction de l'aide à l'exportation du fonds d'allègement du marché à CHF 1.50 par kg de graisse exportée pour la période d'août à décembre 2012;
- Aucun accord ne peut être trouvé sur le prix indicatif du lait A pour le 3^e trimestre 2012;
- Le comité adopte une adaptation des statuts garantissant à la FPSL de disposer de trois sièges au comité;
- Discussion sur les futures mesures de l'IP Lait sur le marché du lait.

Séance du comité du 20 septembre 2012

- Discussion sur les mesures d'entraide de l'IP Lait à partir de mai 2013;
- La différence du prix de la matière première n'est plus compensée à hauteur de 90 % que jusqu'en novembre 2012 par le fonds d'intervention, en fonction des moyens disponibles;
- Aucun accord ne peut être trouvé sur le prix indicatif du lait A pour le 4^e trimestre 2012. Le système pour fixer le prix indicatif doit être examiné et remanié par un groupe d'experts;

- Utilisation des contributions au fonds d'allègement du marché versées par les producteurs de lait biologique;
- Versement d'une contribution à la caisse de retraite de l'USP en vue de son assainissement;
- Règlementation des droits de signature pour l'inscription au registre du commerce.

Séance du comité du 19 octobre 2012

- Préparation et examen des propositions soumises à l'assemblée extraordinaire du 12 novembre 2012;
- Convocation d'une table ronde réunissant toutes les parties concernées afin de discuter des possibilités pour combler le découvert dans le cadre de la loi chocolatière.

Séance du comité du 18 décembre 2012

- Discussion sur le système pour fixer le prix indicatif du lait A élaboré par le groupe d'experts et sur le calcul du prix minimum pour le lait transformé en fromage basé sur le prix LTO. Aucun accord ne peut être trouvé sur les deux points. Le groupe d'experts est chargé de poursuivre ses travaux;
- Aucun accord ne peut être trouvé sur le prix indicatif du lait A pour le 1^{er} trimestre 2013;
- Aucunes aides du fonds d'allègement du marché ne seront versées pour les exportations à partir de janvier 2013;
- 400 tonnes de beurre biologique sont déclassées et exportées avec les contributions versées au fonds d'allègement du marché par le secteur biologique;
- Prolait redeviendra membre de l'IP Lait à partir de janvier 2013.

Assemblées des délégués en 2012

L'IP Lait a tenu une assemblée ordinaire des délégués et une assemblée extraordinaire des délégués en 2012. Les points suivants ont notamment été traités à ces assemblées:

Assemblée ordinaire des délégués du 4 mai 2012

- Election de l'agence Dr. Röthlisberger SA comme organe de révision pour l'exercice 2011 (avec effet rétroactif) ainsi que pour les exercices 2012 et 2013;
- Adoption du rapport annuel 2011;
- L'encaissement de la contribution de 4.0 ct./kg de lait au fonds d'allègement du marché prélevée sur les quantités supplémentaires est abandonné. Pour des raisons juridiques et parce que les données nécessaires ne sont pas disponibles, l'IP Lait n'est en effet pas en mesure d'encaisser cette contribution sur les quantités supplémentaires;
- TSM Fiduciaire Sàrl est chargée d'encaisser les contributions au fonds d'allègement du marché auprès des acheteurs de lait au premier échelon à partir du 1^{er} mai 2012;
- Samuel Girard succède à Michel Guex comme membre du comité (APLC tous les deux); Alfred Mori est élu membre suppléant du comité comme successeur de Willy Geiser (APLCNS tous les deux).

Assemblée extraordinaire des délégués du 12 novembre 2012

- Le compte de pertes et profits et le bilan 2011 sont adoptés et décharge est donnée aux organes. Le budget 2013 est adopté;
- Les propositions du comité concernant les mesures d'entraide de l'IP Lait (contrat-type y compris règlement «Segmentation du marché du lait») sont adoptées. Une demande de force obligatoire est déposée auprès de l'OFAG pour le contrat-type et pour la segmentation;
- Adaptation des dispositions statutaires concernant le nombre de sièges revenant à la FPSL au comité. La demande de la FPSL de disposer de trois sièges au comité au lieu d'un seul est acceptée. La FPSL renonce par conséquent à sortir de l'IP Lait. Suite à cette décision, Prolait réintègrera l'IP Lait le 1^{er} janvier 2013;
- Deux des trois sièges de la FPSL sont pourvus (Hanspeter Kern et Stefan Hagenbuch). Le troisième siège de la FPSL sera pourvu à l'AD au printemps 2013. Daniel Imhof remplace Urs Bernegger comme membre suppléant du comité dans le GI Transformation/commerce (Nestlé Suisse SA tous les deux).

Prix indicatifs de l'IP Lait

Prix indicatif du segment A

Le comité de l'IP Lait fixe le prix indicatif du segment A, en règle générale chaque trimestre. Le prix indicatif constitue une valeur de référence non contraignante pour les négociations portant sur le prix du lait de centrale. Les prix contractuels effectifs sont fixés par les partenaires contractuels. Les prix indicatifs suivants étaient en vigueur en 2012:

Janvier:	Aucun prix indicatif par manque d'accord
Février à mars:	66.0 ct./kg
Avril à juin:	66.0 ct./kg
Juillet à septembre:	Aucun prix indicatif par manque d'accord
Octobre à décembre:	Aucun prix indicatif par manque d'accord

Validité du prix indicatif

- Le prix indicatif vaut pour le lait de centrale du segment A contenant 4 % de graisse et 3.3 % de protéines;
- Il s'agit d'un prix franco rampe du transformateur sans TVA;
- Il s'agit d'un prix de base ne contenant ni suppléments, ni déductions (saison, quantité de charge, teneur, etc.);
- Le prix indicatif devrait être atteint en moyenne.

Bases pour la fixation du prix indicatif

Le prix indicatif est fixé sur la base des trois éléments suivants:

- a) Evolution de l'indice du prix du lait de centrale: L'indice reflète l'évolution des prix des produits à base de lait de centrale et du lait dans les pays limitrophes. Il est calculé par l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) et couvre plus de 95 % de la quantité de lait de centrale transformé.
- b) Evolution de l'indice des prix des moyens de production: L'indice est calculé et publié par la division Statistiques de l'Union suisse des paysans (USP) sur mandat de la Confédération.
- c) Estimation de l'évolution du marché: Le comité de l'IP Lait procède à une estimation de l'évolution du marché pendant la période couverte par le prix indicatif.

Base légale du prix indicatif

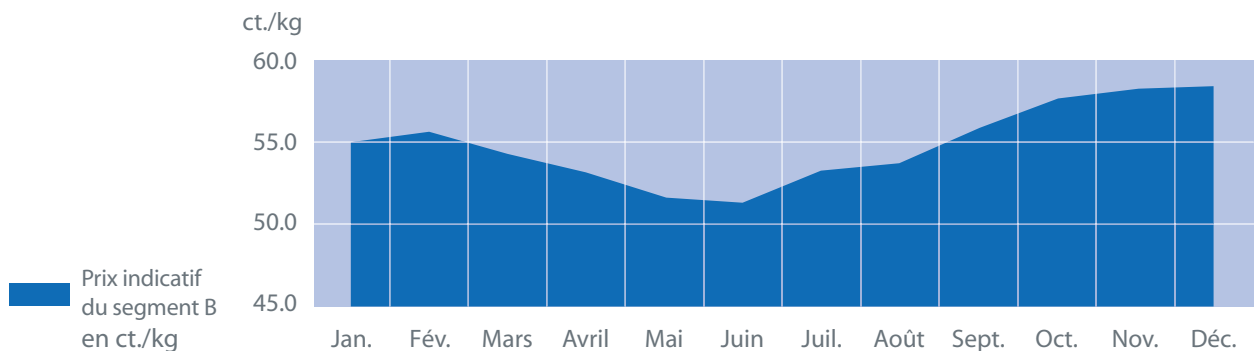
La publication de prix indicatifs est régie à l'art. 8a de la loi sur l'agriculture. Les prix indicatifs ne sont pas contraignants.

Prix indicatif du segment B

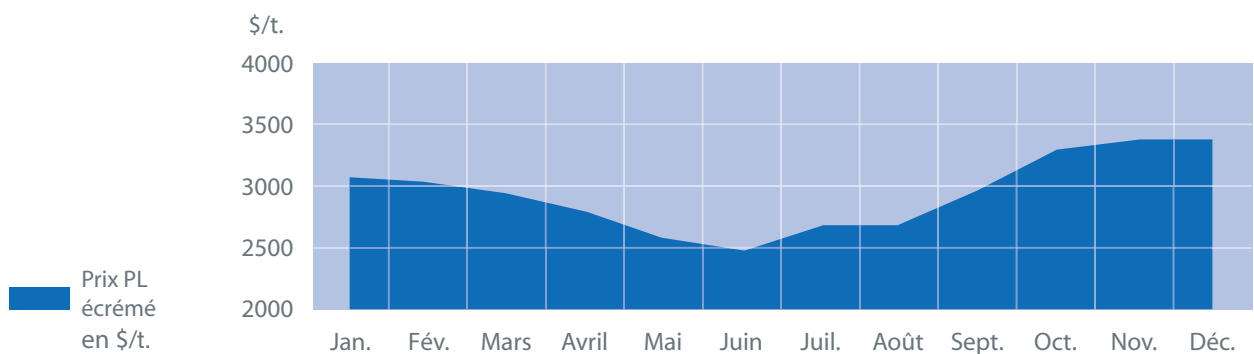
Le prix indicatif du segment B est calculé et publié mensuellement par la gérance de l'IP Lait. Il est fixé sur la base de la valeur de 1 kg de lait transformé en poudre de lait écrémé pour l'exportation sur le marché mondial et en beurre pour le marché indigène. Le calcul tient compte des données ci-après:

Prix de la graisse lactique en Suisse: CHF 10.02, franco rampe transformateur, donnée fournie par la branche
 Prix de la poudre de lait écrémé: \$/to., Agrarmarkt Informations-GmbH (AMI); fob; Europe de l'Ouest, milieu du mois précédent, valeur inférieure
 Taux de change: \$/CHF, dernière moyenne de la BNS

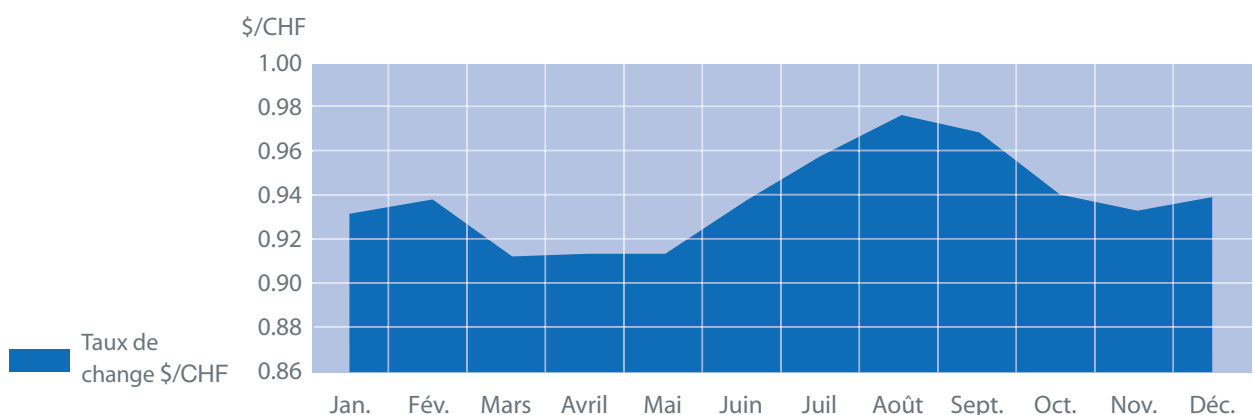
Prix indicatif du segment B en 2012



Prix sur le marché mondial de la PL écrémé en 2012



Taux de change \$ /CHF en 2012



Prix indicatif du segment C

Prix indicatif du segment C soutenu

Le prix indicatif du segment C résulte de la somme de la valeur de 1 kg de lait transformé en poudre de lait écrémé et en beurre pour l'exportation sur le marché mondial et du soutien par kg de lait entier assuré par le fonds d'allègement du marché.

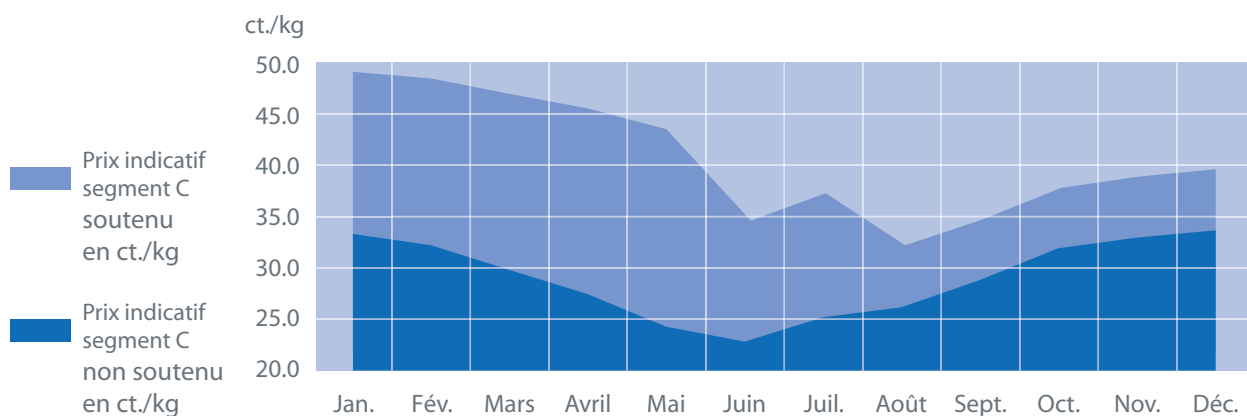
Prix indicatif du segment C non soutenu

Le prix indicatif du segment C correspond à la valeur de 1 kg de lait transformé en poudre de lait écrémé et en beurre pour l'exportation sur le marché mondial.

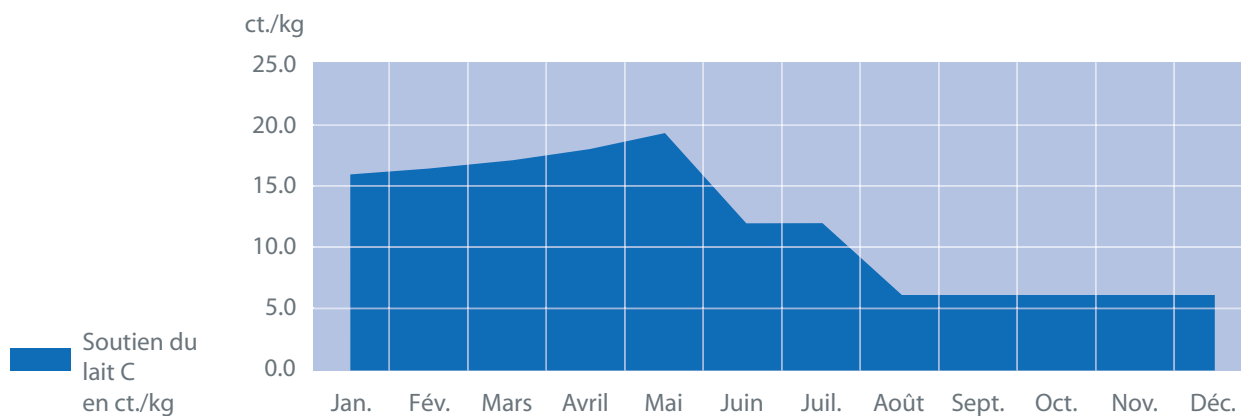
Le calcul du prix indicatif du segment C tient compte des éléments suivants:

Prix du beurre:	Prix du beurre à l'étranger en CHF (50 % UE, 50 % hors UE)
Prix de la poudre de lait écrémé:	\$/to, Agrarmarkt Informations-GmbH (AMI); fob; Europe de l'Ouest, milieu du mois précédent, valeur inférieure
Taux de change:	\$/CHF, dernière moyenne de la BNS

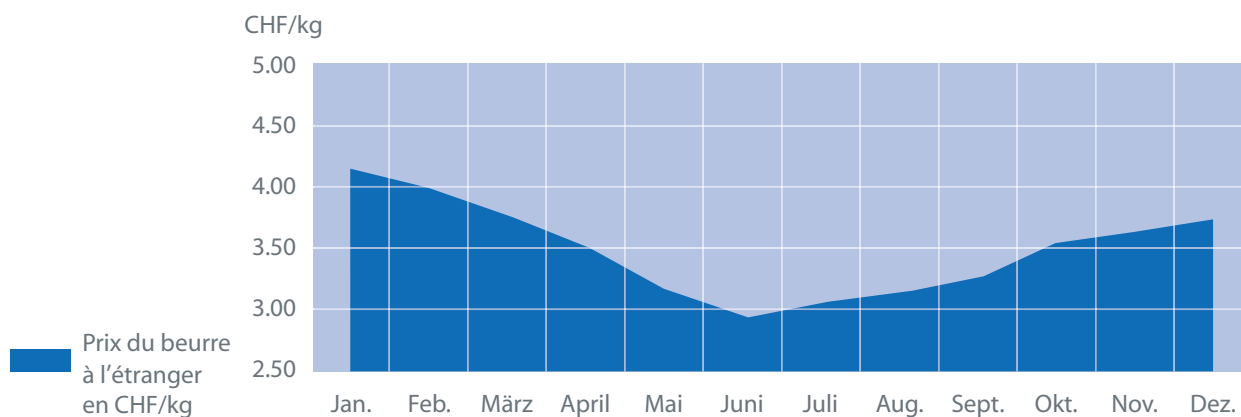
Prix indicatif du segment C en 2012



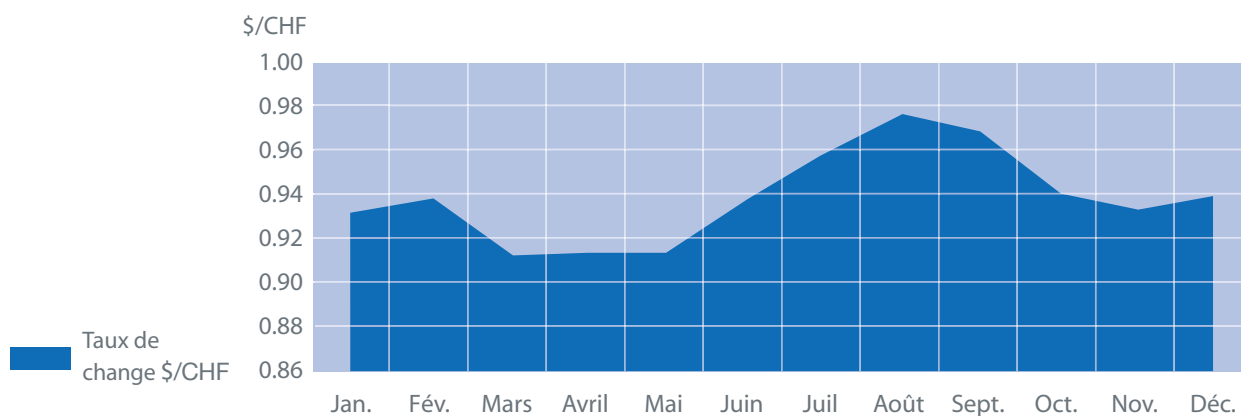
Soutien mensuel du lait C en 2012



Prix du beurre sur à l'étranger en 2012



Taux de change \$ /CHF en 2012



Contrat-type et segmentation

L'assemblée des délégués a approuvé le maintien du contrat-type pour l'achat de lait aux premier et deuxième échelons en novembre 2012. L'objectif est de renforcer la sécurité contractuelle pour tous les acteurs du marché et de stabiliser ainsi ce dernier. Rappelons que la segmentation du marché du lait est au cœur du contrat-type. Le règlement relatif à la segmentation fait partie intégrante du contrat-type.

Les prescriptions concernant le contrat-type et la segmentation doivent être entièrement mises en œuvre dans des contrats individuels ou des dispositions statutaires ou réglementaires, et ce immédiatement dans les nouveaux contrats ou lors de la prochaine adaptation des contrats d'achat de lait en vigueur.

Le contrat-type règle notamment les obligations du vendeur et de l'acheteur ainsi que les détails de la segmentation. Cette dernière doit être appliquée par tous les transformateurs et organisations commercialisant du lait qui achètent, revendent et/ou transforment du lait aux premier et deuxième échelons du commerce. Elle vise notamment à atteindre les objectifs suivants:

- paiement du lait tenant compte des conditions différentes prévalant dans les divers segments du marché;
- transformation et commercialisation coordonnées du lait suisse, notamment du lait excédentaire;
- réduction de la pression sur le prix dans les segments du marché à forte valeur ajoutée;
- report transparent de l'évolution du marché et incitation de tous les acteurs de la filière, jusqu'au producteur de lait, à tenir compte du marché.

Le lait acheté est réparti dans les trois segments suivants en fonction de son utilisation:

Segment A	Produits laitiers à haute valeur ajoutée (protégés ou soutenus)
Segment B	Produits laitiers à valeur ajoutée limitée ou soumis à une pression concurrentielle plus élevée (sans protection et sans soutien)
Segment C	Produits ne bénéficiant d'aucun soutien servant à réguler ou à désengorger le marché

Les organisations commercialisant du lait et les transformateurs ont l'obligation d'annoncer mensuellement les quantités de lait achetées, revendues et/ou transformées dans les différents segments par acheteur/vendeur à TSM Fiduciaire Sàrl. Cette dernière contrôle, de son côté, les quantités annoncées chaque mois.

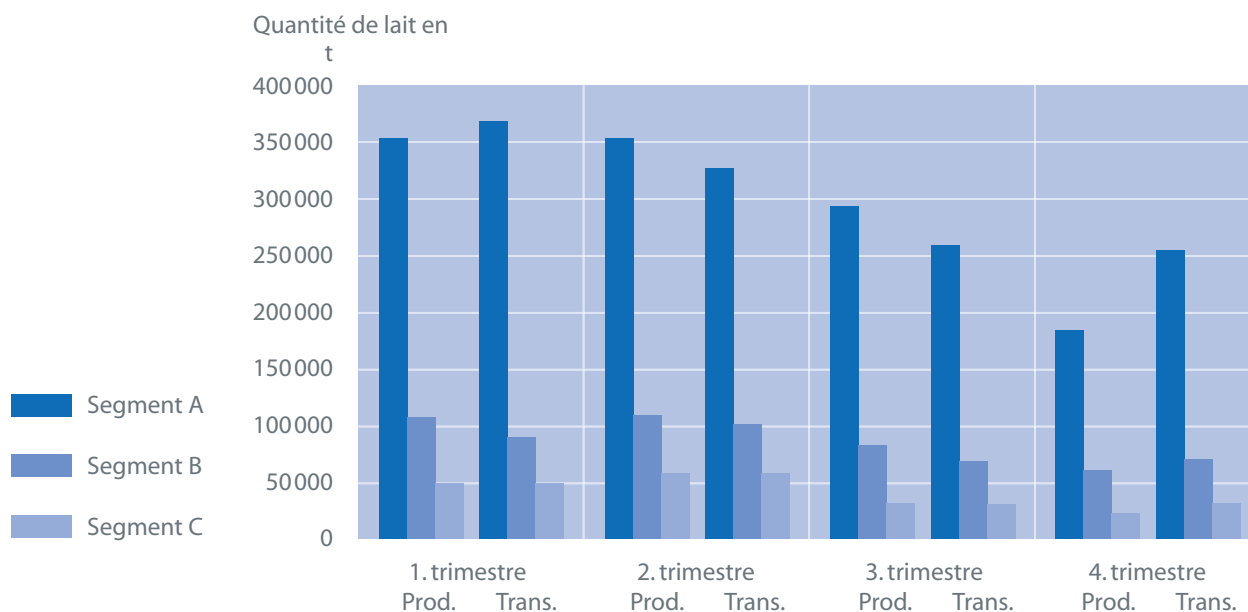
Les transformateurs dont les quantités ne concordent pas avec les données annoncées à TSM sont soumis à un contrôle. Les autres entreprises sont aussi contrôlées systématiquement.



De son côté, l'IP Lait contrôle si les quantités concordent et si les autres dispositions réglementaires sont respectées. En cas d'écarts ne pouvant être clarifiés, l'IP Lait transmet le dossier à la nouvelle commission des sanctions.

Au printemps 2011, les délégués de l'IP Lait avaient déjà approuvé un premier contrat-type pour lequel le Conseil fédéral avait ensuite déclaré la force obligatoire. Après l'adoption de la version élargie du contrat par les délégués en novembre 2012, l'IP Lait a de nouveau déposé une demande de force obligatoire auprès de la Confédération. Le but est de garantir que les conditions cadres décidées soient valables pour tous les acteurs de l'économie laitière suisse et que les non-membres ne disposent pas d'un avantage concurrentiel.

Quantités annoncées par les producteurs et transformateurs/1^{er} – 4^e trimestre 2012



Produits laitiers dans les divers segments

Produits laitiers dans le segment A

Produits	Commentaire
Lait de consommation	Protection à la frontière
Crème de consommation	Protection à la frontière
Beurre, commerce de détail	Protection à la frontière
Beurre, industrie alimentaire, marché CH	Protection à la frontière
Beurre, industrie alimentaire	Exportation, compensation du prix de la matière première (loi chocolatière, évent. fonds d'intervention)
Poudre & concentrés, industrie alimentaire, marché CH	Protection à la frontière
Poudre & concentrés, industrie alimentaire, exportation	Compensation du prix de la matière première (loi chocolatière, évent. fonds d'intervention)
Lait de non-ensilage transformé en fromage ¹⁾	Supplément pour le lait transformé en fromage
Lait industriel transformé en fromage, marché CH ²⁾	Protection à la frontière
Yogourts, marché CH	Protection à la frontière
Autres produits frais, marché CH et exportation avec compensation du prix de la matière première	Protection à la frontière et compensation du prix de la matière première (loi chocolatière, évent. fonds d'intervention)

Produits laitiers dans le segment B

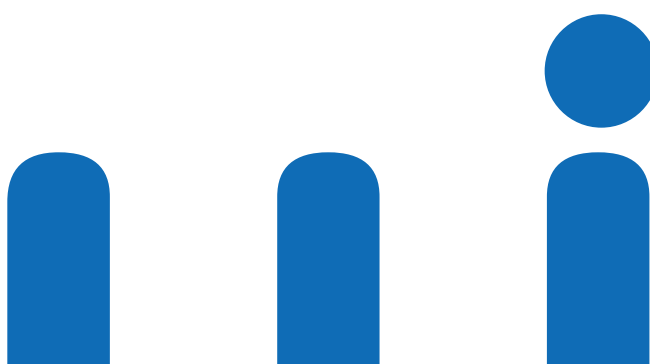
Produits	Commentaire
Séré	Ni protection à la frontière, ni supplément pour le lait transformé en fromage
Yogourts, exportation	Pas de compensation du prix de la matière première
Boissons lactées, marché CH	Pas de protection à la frontière
Poudre de lait écrémé, exportation	Prix des protéines sur le marché mondial (prix de la graisse sur le marché indigène)
Protéines lactiques	Pas de protection à la frontière
Autres produits frais, exportation sans compensation du prix de la matière première	Pas de compensation du prix de la matière première
Lait d'industrie transformé en fromage, exportation ²⁾	

Produits laitiers dans le segment C

Produits	Commentaire
Beurre [ex0405] et poudre de lait écrémé, exportation	Prix de la graisse et des protéines sur le marché mondial
Projets supplémentaires d'exportation de poudre de lait entier [ex0402.21]	Prix de la graisse et des protéines sur le marché mondial
Crème [ex0401.30]	Prix de la graisse sur le marché mondial
Lait (>3.0 % de graisse) [ex0401.20]	Prix de la graisse et des protéines sur le marché mondial
Crème C pour les exportations de beurre	Livraison de crème C aux exportateurs au prix de la graisse sur le marché mondial

¹⁾ Le prix du lait transformé en fromage ne doit pas se situer au-dessous du prix LTO après déduction du supplément pour le lait transformé en fromage et du supplément de non-ensilage et après correction du taux de change, de la TVA, des teneurs et de la vente Rampe/départ ferme.

²⁾ Le prix du lait d'industrie transformé en fromage peut s'écarter du prix indicatif du segment A dans les segments du marché sensibles au prix (en particulier pour des projets visant à lutter contre les importations et pour le secteur industriel) sur la base d'un accord entre les partenaires du marché. Le prix du lait transformé en fromage ne doit pas se situer au-dessous du prix du lait LTO après déduction du supplément pour le lait transformé en fromage et après correction du taux de change, de la TVA, des teneurs et de la vente Rampe/départ ferme.



Fonds d'allègement du marché

En mai 2011, les délégués ont accepté la création d'un fonds destiné à alléger le marché du lait. Depuis cette date, les exportations de produits contenant de la graisse, à savoir de beurre et de matières grasses laitières à tartiner (ex0405.), de poudre de lait entier (ex0402.21), de crème (ex0401.30) et de lait entier (ex0401.20), sont soutenues avec ce fonds. Ce dernier est financé par une contribution des producteurs de lait de 1.0 ct. par kg, prélevée sur toute la quantité de lait commercialisée.

Lors de la création du fonds, l'encaissement des contributions au fonds était assuré par la Fédération des PSL sur mandat de l'IP Lait. Depuis mai 2012, c'est TSM Fiduciaire Sàrl qui effectue l'encaissement auprès des acheteurs de lait au premier échelon par le module BDLait.ch. La contribution est facturée tous les deux mois avec effet rétroactif pour chaque kg acheté directement auprès des producteurs de lait.

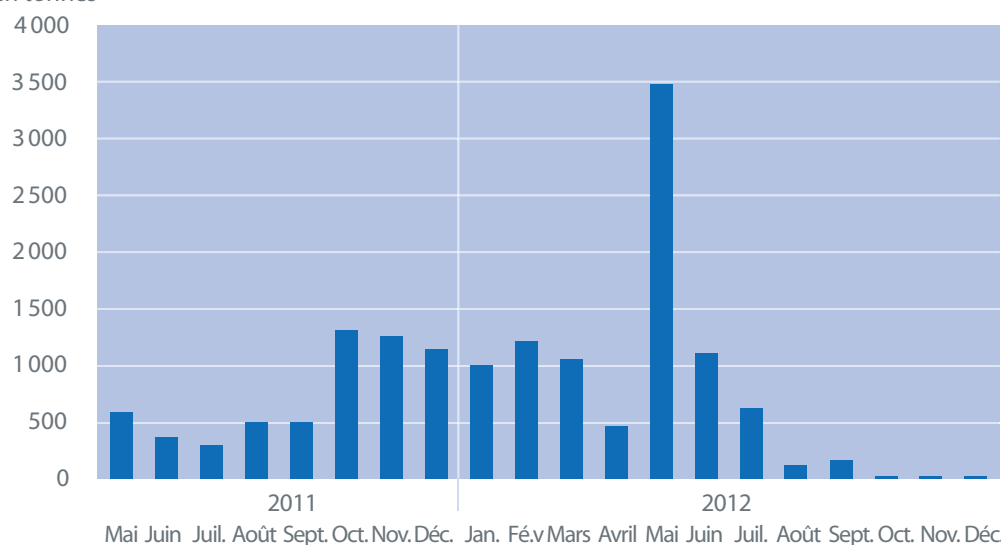
Le fonds d'allègement du marché et la contribution de 1.0 ct. par kg de lait commercialisé sont ancrés dans le droit public comme mesure d'entraide (Ordonnance sur les interprofessions et les organisations de producteurs, OIOP; RS 919.117.72). En raison de la force obligatoire en découlant, les producteurs qui ne sont pas membres de l'IP Lait ont, eux aussi, l'obligation de s'acquitter de la contribution.

L'exportation des quantités de produits et de graisse suivantes a été soutenue en 2012:

Produit	Quantité de produit en kg	Quantité de graisse en kg
Beurre	7'391'236	6'066'632
Matière grasse laitière à tartiner	2'942'425	2'075'965
Graisse de beurre	70'000	69'860
Crème	1'085'330	430'689
Poudre de lait entier	2'131'912	558'459
Lait	1'351'363	47'298
Total	14'972'266	9'248'902

Quantité de graisse soutenue par mois

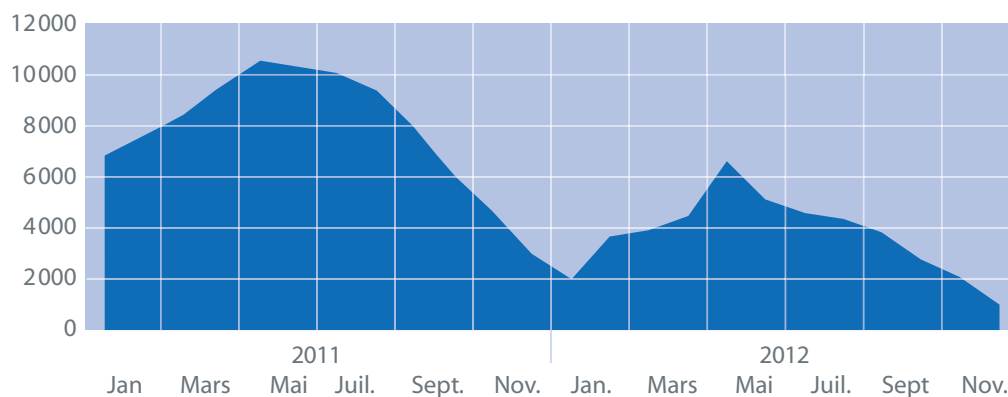
en tonnes



Par le passé, le fonds a fortement contribué à réduire les stocks de beurre, qui, rappelons-le, étaient très élevés. Si ces derniers s'élevaient à un niveau record de plus de 10 000 tonnes en mai 2011, ils avaient pratiquement pu être entièrement éliminés à la fin 2012.

Stocks de beurre mensuel en 2011 und 2012

en tonnes



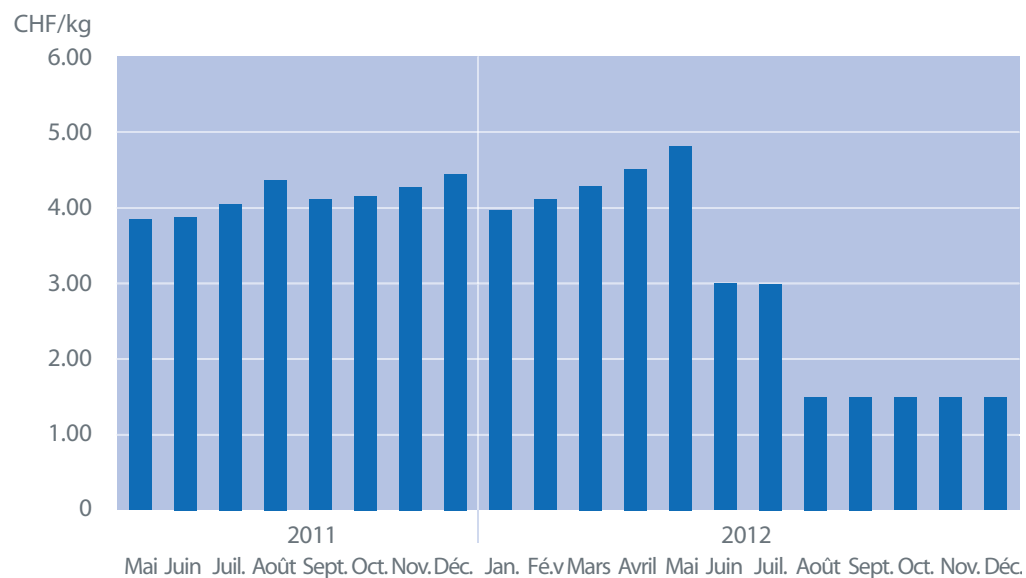
La gérance calcule les aides à l'exportation mensuelles par kg de matière grasse laitière. Les aides suivantes ont été versées en 2012 (en CHF/kg de graisse lactique):

Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
3.967	4.107	4.285	4.510	4.815	3.000	3.000	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500

Entre janvier et mai 2012, l'IP Lait a compensé 70% de la différence du prix de la matière grasse laitière entre la Suisse et l'étranger corrigée du taux de change. Vu les grandes quantités exportées et les moyens importants pour les soutenir, le comité a décidé de verser une aide fixe de CHF 3.– à partir de juin 2012 et de CHF 1.50 dès le mois d'août 2012. Le fonds étant épuisé, aucunes aides ne peuvent être versées depuis janvier 2013. Selon la planification, les contributions encaissées entre janvier et avril 2013 seront, en effet, nécessaires pour soutenir les exportations effectuées en 2012.



Aide par kg de graisse lactique exporté



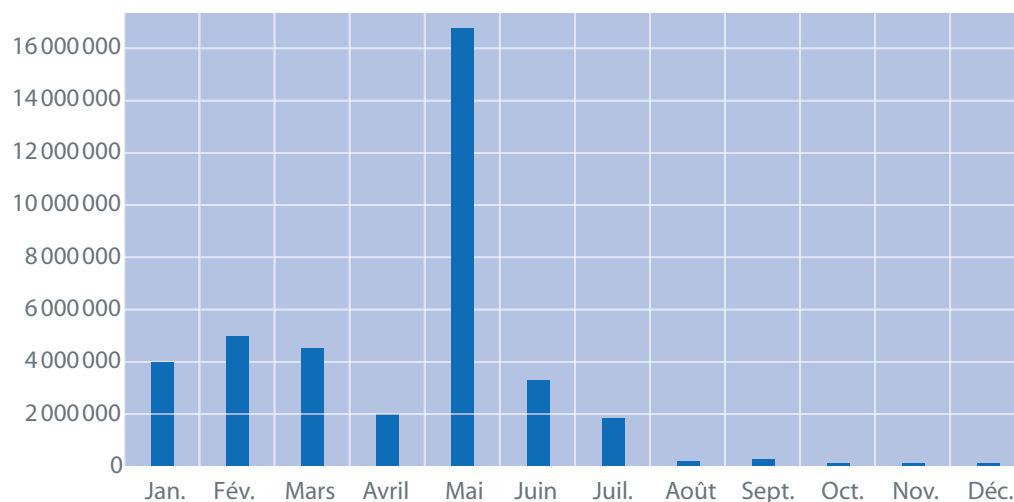
Les aides à l'exportation sont uniquement versées sur présentation des documents douaniers requis. Rappelons que l'objectif est d'obtenir un prix plus élevé pour le lait. Grâce aux aides à l'exportation, le prix a pu être soutenu comme suit en 2012 (en ct./kg de lait avec 4.0% de graisse):

Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
15.9	16.4	17.1	18.0	19.3	12.0	12.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0

Au total, un montant de CHF 37.92 a été utilisé en 2012 pour soutenir les exportations. Les aides mensuelles suivantes ont été versées:

Aide à l'exportation mensuelle en 2012

en CHF



L'extension de la validité du fonds aux non-membres (force obligatoire) expire à la fin avril 2013. Lors de discussions approfondies, la Confédération a souligné clairement à plusieurs reprises que l'ancrage du fonds dans le droit public contrevenait aux dispositions du droit commercial. Il ne devrait donc pas être possible d'obtenir la force obligatoire pour le soutien des exportations à l'avenir. Cela signifie que les contributions pourront uniquement être encaissées auprès des membres de l'IP Lait. Nous devons donc nous demander si et sous quelle forme un allègement du marché collectif doit être maintenu à partir de mai 2013. Les différentes attentes et solutions feront l'objet de discussions approfondies au cours des premiers mois de l'année 2013.

Fonds d'intervention

Depuis le 1er mai 2010, l'IP Lait compense entièrement ou partiellement les subsides fédéraux manquants dans le cadre de la loi chocolatière avec le fonds d'intervention. Ce fonds et les contributions de la Confédération permettent de faire baisser le prix de la matière première indigène et de le ramener au niveau du prix du marché mondial, afin d'empêcher le trafic de perfectionnement, à savoir l'importation de matières premières étrangères, et la concurrence en découlant pour la production suisse. Instrument de droit privé, ce fonds est utilisé en complément à la loi chocolatière. Notons que l'extension de la validité aux non-membres par la Confédération (force obligatoire) n'est pas possible pour ce fonds.

Jusqu'à la suspension de l'encaissement en septembre 2011, le fonds était financé par une contribution de tous les producteurs de lait de 0.5 ct./kg et par une contribution des transformateurs de lait de centrale de 0.5 ct./kg de lait également. Le versement des aides du fonds est soumis aux règles suivantes:

- Le fonds d'intervention permet de compenser, dans le cadre des moyens disponibles, le manque de subsides fédéraux versés à titre d'aide à l'exportation (loi chocolatière). Le découvert subsistant après le versement des aides du fonds d'intervention est pris en charge par les acteurs du marché concernés (transformateurs, fournisseurs).
- Le fonds d'intervention sert uniquement à faire baisser le prix de la matière première indigène destinée à l'exportation de matière grasse et de protéines lactiques dans des denrées alimentaires industrielles sur des marchés dans et en dehors de l'Union européenne.
- Le versement mensuel des aides de l'IP Lait aux exportateurs est basé sur les annonces de l'AFD.
- La différence de prix de la matière première entre la Suisse et l'UE ou les autres pays est déterminée sur la base du calcul de l'Office fédéral de l'agriculture.
- Les matières de base du lait donnant droit aux aides sont réglées dans l'ordonnance de la Confédération sur les contributions à l'exportation (RS 632.111.723).
- Le calcul des paiements compensatoires de l'IP Lait est basé sur les dispositions de l'ordonnance du DFF sur les taux des contributions à l'exportation des produits agricoles de base (RS 632.111.723.1). Les taux pour toutes les matières de base du lait sont fixés de manière analogue aux contributions de la DGD par le modèle dit de conversion, sur la base des taux en vigueur pour la poudre de lait écrémé, la poudre de lait entier et le beurre.
- Les taux de base sont réduits linéairement si les moyens du fonds ne suffisent pas à couvrir les besoins.

Pour 2012, le parlement a débloqué un montant de CHF 70.0 millions pour soutenir les exportations des produits agricoles transformés. Environ 82 % ou CHF 57 millions sont destinés au secteur laitier.

De janvier à avril 2012, la Confédération a compensé 100 % de la différence du prix de la matière première (excepté le montant entre le prix de référence des matières de base du lait selon le tableau III du protocole n° 2 de l'accord avec la CEE et la différence effective du prix de la matière première sur le marché de l'UE). Entre avril et juin, la Confédération a baissé les contributions de 25 % de la différence du prix de la matière première. L'IP Lait a compensé entièrement le découvert. En raison du manque de moyens, l'IP Lait n'a ensuite plus été en mesure de compenser entièrement le découvert résultant des nouvelles réductions effectuées par la Confédération à partir de juillet. Les acteurs du marché ont pris en charge 10 % de la différence de prix.

Répartition en % des coûts de la compensation du prix de la matière première en 2012

	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Confédération	100	100	100	75	75	75	60	60	60	55	55	100
IP Lait	¹⁾	¹⁾	¹⁾	25	25	25	30	30	30	35	0	0
Marché	0	0	0	0	0	0	10	10	10	10	45	¹⁾

¹⁾ Marché de l'UE: montant entre les prix de référence de l'UE pour les matières de base du lait selon le tableau III du protocole n° 2 avec la CEE (différences de prix maximales) et la différence effective du prix de la matière première.

Rappelons que la branche entière a participé au financement du fonds lors de sa création en mai 2010. En septembre 2011, l'encaissement des contributions a néanmoins dû être suspendu; en raison, d'une part, du haut niveau du fonds et, d'autre part, des oppositions accrues contre le fonds. Les producteurs et les transformateurs de lait de fromagerie estimaient en effet qu'ils étaient défavorisés avec le supplément pour le lait transformé en fromage par rapport aux bénéficiaires de la compensation du prix de la matière première. Malgré de nombreuses discussions, les réserves et le souhait d'être traités à égalité empêchent depuis la reprise de l'encaissement des contributions.

Pendant le deuxième semestre 2012, l'objectif était de compenser la différence de prix le plus longtemps possible à hauteur de 90%. Les derniers moyens ont été utilisés pour le décompte de décembre de la Direction générale des douanes. Le fonds étant épuisé, aucunes aides n'ont pu être versées à partir des exportations réalisées en novembre 2012.

Seuls 90% de la différence de prix étant compensés par la loi chocolatière et le fonds d'intervention à partir de juillet 2012, le risque existait que le deuxième échelon de la transformation ait recours au trafic de perfectionnement. La gérance de l'IP Lait a administré les 10% restant à la demande d'Emmi SA, de Cremo SA et de Hochdorf Swiss Milk SA et a préfinancé le découvert pour les exportations effectuées entre juillet et novembre 2012.

Les membres de l'IP Lait doivent se pencher rapidement sur la question de la compensation du prix de la matière première. Selon le budget planifié par les Chambres fédérales pour 2013, la Confédération mettra de nouveau un montant de CHF 70 millions à disposition (l'augmentation du budget de CHF 15 millions acceptée par le Conseil national a été rejetée par le Conseil des Etats lors de l'élimination des divergences). Le montant disponible ne permettra pas de compenser entièrement la différence du prix de la matière première. Il faudra donc clarifier la question de savoir si et sous quelle forme la branche peut mettre en place une solution pour couvrir le découvert d'ici l'assemblée des délégués de l'IP Lait au printemps 2013.

Les tableaux présentant les quantités de matières de base décomptées en 2012 se trouvent aux pages suivantes.

Quantité des matières de base en kg prise en compte/UE

Matières de base	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Beurre fondu	97'268	1'984	55'625	30'364	54'379	51'259	66'335	46'358	79'373	150'557	114'876	21'270	769'648
Lait écrémé frais	2'038'412	101	1'467'363	1'833'819	114'046	5'843	5'434'768	3'001'016	890'011	4'481'159	4'411'323	1'743'170	25'421'031
Lait frais (glaces comestibles)	0	0	765	0	174	0	1'346	0	929	0	5'212	0	8'426
Crème fraîche	22'031	17'292	29'605	27'008	303	7'923	96'629	52'908	4'127	216'448	86'567	57'840	618'681
Crème fraîche (glaces comestibles)	30'324	0	38'545	47'845	195	0	165'736	50'275	1'074	42'245	5'561	0	381'800
Crème fraîche ap eau > 60%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crème fraîche UE eau > 60%	143'756	0	75'469	71'010	0	0	291'603	118'691		138'782	245'494	92'187	1'176'992
Lait entier frais	154'652	74'455	141	29'133	250'945	11'374	275'884	355'850	135'916	168'164	145'797	91'080	1'693'391
Lait entier frais UE eau > 60%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Beurre de cuisine	73'718	8'533	31'834	91'533	10'464	36'493	89'610	101'405	37'298	164'088	56'177	84'427	785'580
Lait condensé	313'646	603	26'015	482'519	327'269	463'717	247'173	524'159	236'303	797'905	805'064	490'659	4'715'032
Poudre de lait écrémé	111'855	-1'787	36'549	73'832	34'016	48'126	101'519	32'005	92'803	65'154	296'226	67'943	958'241
Crème en poudre	38'183	14'645	21'960	9'691	5'973	3'721	38'319	2'429	23'507	11'668	30'319	27'628	228'043
Poudre de lait entier	672'439	-2'701	312'302	187'139	333'635	384'170	530'341	309'765	584'262	823'568	842'940	187'386	5'165'246
Total	3'696'284	113'125	2'096'173	2'883'893	1'131'399	1'012'626	7'339'263	4'594'861	2'085'603	7'059'738	7'045'556	2'863'590	41'922'111

Quantité des matières de base en kg prise en compte/autres pays

Matières de base	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Dezembre	Total
Beurre fondu	51'427	3'170	41'545	3'594	33'259	44'352	37'430	40'497	87'877	97'064	59'424	16'345	515'984
Lait écrémé frais	4'849'243	1	3'804'471	9'784'801	148	3	15'168'232	9'654'634	3'720'483	3'880'873	13'081'355	5'602'553	69'546'797
Lait frais (glaces comestibles)	1'456	0	0	0	1'230	0	8'312	0	2'350	0	5'938	0	19'286
Crème fraîche	3'017	903	1'970	8'012	230	458	27'019	4'939	870	11'922	151'724	25'941	237'005
Crème fraîche (glaces comestibles)	36'180	0	32'376	38'739	2'980	0	214'890	56'476	2'911	38'460	0	0	423'012
Crème fraîche ap eau > 60%	39	0	5	43	0	0	177	0	0	86	39	32	421
Crème fraîche UE eau > 60%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lait entier frais	1'127	2'120	459	3'662	3'351	15	1'873	2'709	20'869	2'572	1'347	2'449	42'553
Lait entier frais UE eau > 60%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Beurre de cuisine	11'714	1'342	2'029	12'564	8'092	4'869	6'513	15'539	9'654	12'996	11'455	11'357	108'124
Lait condensé	348'836	239	4'794	82'930	286'910	2'217	368'160	346'858	3'698	318'832	183'076	1'044'602	2'991'152
Poudre de lait écrémé	46'436	10'847	21'837	30'213	10'040	23'676	56'824	15'250	70'812	39'345	68'048	31'657	424'985
Crème en poudre	4'678	114	111	7'527	-12'815	1'777	2'859	2'016	3'395	1'153	18'235	1'468	30'518
Poudre de lait entier	382'592	40'558	300'092	103'820	218'690	297'844	301'068	260'410	583'288	612'212	483'984	153'739	3'738'297
Total	5'736'745	59'294	4'209'689	10'075'905	552'115	375'211	16'193'357	10'399'328	4'506'207	5'015'515	14'064'625	6'890'143	78'078'134

Quantité totale des matières de base en kg prise en compte

Matières de base	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Beurre fondu	148'695	5'154	97'170	33'957	87'638	95'611	103'764	86'855	167'250	247'620	174'300	37'615	1'285'629
Lait écrémé frais	6'887'656	102	5'271'834	11'618'620	114'194	5'846	20'603'001	12'655'649	4'610'494	8'362'032	17'492'678	7'345'724	94'967'830
Lait frais (glaces comestibles)	1'456	0	765	0	1'404	0	9'659	0	3'279	0	11'150	0	27'713
Crème fraîche	25'048	18'194	31'575	35'020	532	8'382	123'648	57'846	4'997	228'370	238'291	83'781	855'684
Crème fraîche (glaces comestibles)	66'504	0	70'921	86'583	3'175	0	380'626	106'751	3'984	80'704	5'561	0	804'809
Crème fraîche ap eau > 60%	39	0	5	43	0	0	177	0	0	86	39	32	421
Crème fraîche UE eau > 60%	143'756	0	75'469	71'010	0	0	291'603	118'691	0	138'782	245'494	92'187	1'176'992
Lait entier frais	155'780	76'575	600	32'795	254'296	11'389	277'757	358'560	156'785	170'736	147'143	93'530	1'735'946
Lait entier frais UE eau > 60%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Beurre de cuisine	85'432	9'875	33'863	104'097	18'556	41'362	96'123	116'944	46'951	177'084	67'632	95'783	893'702
Lait condensé	662'482	842	30'808	565'449	614'179	465'934	615'333	871'018	240'001	1'116'738	988'140	1'535'261	7'706'185
Poudre de lait écrémé	158'290	9'061	58'386	104'045	44'056	71'802	158'343	47'254	163'615	104'499	364'274	99'601	1'383'226
Crème en poudre	42'861	14'759	22'071	17'218	-6'842	5'499	41'178	4'445	26'902	12'821	48'554	29'096	258'562
Poudre de lait entier	1'055'031	37'858	612'394	290'958	552'325	682'014	831'408	570'175	1'167'551	1'435'781	1'326'923	341'125	8'903'543
Total	9'433'030	172'420	6'305'861	12'959'795	1'683'513	1'387'839	23'532'620	14'994'188	6'591'809	12'075'253	21'110'179	9'753'735	120'000'242

Paiements fonds d’intervention en CHF/UE

Matières de base	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Beurre fondu	39'011	58	13'372	7'987	22'731	17'192	105'388	88'249	173'387	401'197	306'256	59'019	1'233'847
Lait écrémé frais	51'332	2	6'719	11'077	701	36	142'320	115'276	39'821	238'225	221'554	86'084	913'147
Lait frais (glaces comestibles)	0	0	7	0	2	0	128	0	97	0	690	0	924
Crème fraîche	3'234	1'701	2'911	2'556	61	2'720	39'688	38'239	2'970	215'597	83'069	61'862	454'608
Crème fraîche (glaces comestibles)	4'671	0	3'813	4'748	19	0	82'081	38'975	808	41'278	5'268	0	181'661
Crème fraîche ap eau > 60%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crème fraîche UE eau > 60%	26'183	0	6'526	6'140	0	0	134'848	80'724	0	118'822	209'568	89'032	671'843
Lait entier frais	2'648	552	1	257	7'268	91	1'921	24'881	13'288	18'115	18'568	9'882	97'472
Lait entier frais UE eau > 60%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Beurre de cuisine	25'936	2'155	7'190	20'960	3'008	52'246	112'603	171'893	56'080	358'761	123'034	190'809	1'124'675
Lait condensé	17'361	13	684	13'295	9'197	9'902	70'658	139'106	29'881	319'276	282'211	177'127	1'068'711
Poudre de lait écrémé	20'571	-830	-82	3'946	3'602	7'112	24'365	13'643	37'944	36'589	94'431	34'090	275'381
Crème en poudre	7'400	1'531	2'351	1'091	3'990	2'092	36'981	3'026	31'051	16'452	41'282	41'754	189'001
Poudre de lait entier	83'507	-4'774	8'927	5'221	27'147	50'558	281'279	214'942	446'073	792'188	801'383	187'263	2'893'714
Total	281'854	408	52'419	77'278	77'726	141'949	1'032'260	928'954	831'400	2'556'500	2'187'314	936'922	9'104'984

Paiements fonds d’intervention en CHF/autres pays

Matières de base	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Beurre fondu	2'811	758	97	17	3'889	1'101	53'029	82'534	168'510	254'021	157'172	44'298	768'237
Lait écrémé frais	0	0	1'579	0	0	0	336'732	309'405	154'373	209'459	657'867	277'389	1'946'804
Lait frais (glaces comestibles)	0	0	0	0	0	0	802	0	254	0	823	0	1'879
Crème fraîche	50	2	0	0	60	162	13'281	3'734	536	11'580	154'868	29'593	213'866
Crème fraîche (glaces comestibles)	0	0	0	0	0	0	122'906	45'613	2'282	37'434	0	0	208'235
Crème fraîche ap eau > 60%	0	0	0	0	0	0	106	0	0	86	41	38	271
Crème fraîche UE eau > 60%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lait entier frais	0	0	0	0	47	1	39	264	2'395	344	178	365	3'633
Lait entier frais UE eau > 60%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Beurre de cuisine	1'247	0	0	0	3'009	6'476	7'782	26'345	16'880	28'105	25'840	28'698	144'382
Lait condensé	50	0	320	0	42	362	53'482	58'003	961	71'718	41'197	230'177	456'312
Poudre de lait écrémé	479	443	2	3	881	2'888	10'114	6'271	17'408	19'520	31'794	15'699	105'502
Crème en poudre	17	6	0	0	113	1'601	3'242	2'426	4'625	2'109	7'848	2'532	24'519
Poudre de lait entier	11'192	3'260	2'246	23	5'299	21'883	111'344	170'224	356'521	586'532	449'898	148'917	1'867'339
Total	15'846	4'469	4'244	43	13'340	34'474	712'859	704'819	724'745	1'220'908	1'527'526	777'706	5'740'979

Paiements totaux fonds d’intervention en CHF

Matières de base	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	September	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Beurre fondu	41'822	816	13'469	8'004	26'620	18'293	158'417	170'782	341'897	655'218	463'428	103'316	2'002'082
Lait écrémé frais	51'332	2	8'298	11'077	701	36	479'051	424'680	194'194	447'684	879'421	363'471	2'859'947
Lait frais (glaces comestibles)	0	0	7	0	2	0	930	0	351	0	1'513	0	2'803
Crème fraîche	3'284	1'703	2'911	2'556	121	2'881	52'969	41'973	3'507	227'177	237'937	91'455	668'474
Crème fraîche (glaces comestibles)	4'671	0	3'813	4'748	19	0	204'987	84'589	3'090	78'711	5'268	0	389'896
Crème fraîche ap eau > 60%	0	0	0	0	0	0	106	0	0	86	41	38	271
Crème fraîche UE eau > 60%	26'183	0	6'526	6'140	0	0	134'848	80'724	0	118'822	209'568	89'032	671'843
Lait entier frais	2'648	552	1	257	7'314	92	1'960	25'144	15'682	18'459	18'746	10'247	101'102
Lait entier frais UE eau > 60%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Beurre de cuisine	27'183	2'155	7'190	20'960	6'018	58'722	120'385	198'238	72'960	386'866	148'874	219'506	1'269'057
Lait condensé	17'411	13	1'004	13'295	9'239	10'263	124'140	197'109	30'842	390'994	323'407	407'304	1'525'021
Poudre de lait écrémé	21'050	-387	-80	3'950	4'482	10'001	34'479	19'914	55'352	56'109	126'225	49'790	380'885
Crème en poudre	7'416	1'538	2'351	1'091	4'102	3'693	40'223	5'452	35'676	18'561	49'130	44'285	213'518
Poudre de lait entier	94'699	-1'515	11'173	5'244	32'446	72'440	392'623	385'166	802'595	1'378'720	1'251'281	336'180	4'761'052
Total	297'699	4'877	56'663	77'322	91'064	176'421	1'745'118	1'633'771	1'556'146	3'777'407	3'714'839	1'714'624	14'845'951

Comptes annuels 2012

Association y compris fonds

Bilan consolidé au 31 décembre 2012 – Association Interprofession du lait (IP Lait)

ACTIFS	Comptes de l'association		Fonds d'intervention		Fonds d'all. du marché		consolidé		consolidé		consolidé	
	2012	%	2012	%	2012	%	2012	%	2011	%	Écart	%
Liquidités (consolidée)							352'748.00	2.8	13'537'911.34	37.9	-13'185'163	-97.4
Créances générales	0.00						0.00	0.0	65'704.85	0.2	-65'705	-100.0
Créances contributions «GI Production» (par FPSL / TSM)			10'510.70		4'105'809.20		4'116'319.90	32.8	22'287'378.28	62.4	-18'171'058	-81.5
Créances contributions «GI Prod.» (direct)/cession de créances			0.00		61'140.95		61'140.95	0.5	1'191'396.07	3.3	-1'130'255	0
Correction de valeur créances ouvertes contributions			0.00				0.00	0.0	-2'477'991.80	-6.9	2'477'992	0
Créances contributions «GI Transformation» (direct)			495'320.25				495'320.25	3.9	1'097'672.95	3.1	-602'353	-54.9
Compte courant FPSL / TSM			298'231.40		1'973'900.99		2'272'132.39	18.1				
Créance impôt anticipé	1'001.35						1'001.35	0.0	5'260.43	0.0	-4'259	-81.0
Actifs transitoires (cotis. nov. et déc. 2012)					5'255'198.50		5'255'198.50	41.9	0.00	0.0	5'255'199	0
Total actifs (consolidé)							12'553'861.34	100.0	35'707'332.12	100	-25'425'603	-71.2

PASSIFS	Comptes de l'association		Fonds d'intervention		Fonds d'all. du marché		consolidé		consolidé		consolidé	
	2012	%	2012	%	2012	%	2012	%	2011	%	Écart	%
Obligations à court terme tiers/fonds	59'350.00		1'347'822.53		18'525'116.35		19'932'288.88	158.8	24'223'852.04	67.8	-4'291'563	-17.7
Autres obligations à court terme					123'540.55		123'540.55	1.0	0.00	67.8	123'541	0
Passifs transitoires	51'500.00		0.00		0.00		51'500.00	0.4	86'000.00	0.2	-34'500	-40.1
Total capital étranger à court terme	110'850.00		1'347'822.53		18'648'656.90		20'107'329.43	160.2	24'309'852.04	68	-4'202'523	-17.3
Montant des provisions au 1 ^{er} janvier 2012			13'467'667.08		-2'238'905.69		11'228'761.39	89.4	21'130'954.18	59.2	-9'902'193	0
Transfert au sein des fonds			1'532'646.00		-1'532'646.00		0.00					
(+) Création/(-) dissolution de prov. (soldes comptes des fonds) <i>Report soldes compte de profits et pertes des fonds sur provisions selon rescrit fiscal</i>			-14'552'205.39		-4'375'826.57		-18'928'031.96	-150.8	-9'902'192.79	-27.7	-9'025'839	91.1
Total provisions	0.00		448'107.69		-8'147'378.26		-7'699'270.57	-61.3	11'228'761.39	31	-18'928'032	-168.6
Capital de l'association							0.00	0.0	0.00	0.0	-	0
Réserves							0.00	0.0	0.00	0.0	-	0.0
Solde reporté au 01.01.2012	168'718.69						168'718.69	1.3	85'175.26	0.2	83'543	98.1
Excédent de recettes (+)/de dépenses (-) pour 2012	-22'916.21						-22'916.21	-0.2	83'543.43	0.2	-106'460	-127.4
Total capital propre au 31.12.2012	145'802.48		0.00		0.00		145'802.48	1.2	168'718.69	0	-22'916	-13.6
Total passifs (consolidé)							12'553'861.34	100.0	35'707'332.12	100	-23'153'471	-64.8

Berne, 31.12.2012/pm

Compte de profits et pertes consolidé 2012 – Association Interprofession du lait (IP Lait)

(En CHF)	Comptes de l'association		Fonds d'intervention		Fonds d'all. du marché		consolidé		consolidé		consolidé	
	2012	%	2012	%	2012	%	2012	%	2011	%	Écart	%
Cotisations	514'710.85	100.0		0.0		0.0	514'710.85	1.5	528'907.73	1.3	-14'196.88	-2.7
Recettes diverses	0.00	0.0		0.0		0.0	0.00	0.0	106.95	0.0	-106.95	-100.0
Recette extraordinaire	0.00	0.0		0.0		0.0	0.00	0.0	7'131.87	0.0	-7'131.87	-100.0
Contributions «GI Production» par FPSL / TSM		0.0	427'387.80	-623.7	33'118'427.80	98.0	33'545'815.60	98.0	32'773'130.22	77.5	772'685.38	2.4
– Paiements directs des organisations de producteurs à l'IP L.		0.0		0.0			0.00	0.0	-2'656'482.99			
– Diminution d. recettes (corr. de valeur sur créances contr.)		0.0	-524'500.17	765.5		0.0	-524'500.17	-1.5	-1'923'397.40	-4.5	1'398'897.23	-72.7
Contributions «GI Production» par IP Lait (paiements directs)		0.0	28'592.57	-41.7	706'262.50	2.1	734'855.07	2.1	3'540'738.74	8.4	-2'805'883.67	-79.2
Contributions «GI Transformation/ commerce» (direct)		0.0	0.00	0.0		0.0	0.00	0.0	7'164'280.90	16.9	-7'164'280.90	-100.0
Recette extraordinaire		0.0	0.00	0.0		0.0	0.00	0.0	15'000.00	0.0	-15'000.00	-100.0
Contr. extr. OSB pour mesure de réd. des stocks de beurre		0.0		0.0		0.0	0.00	0.0	3'400'000.00	8.0	-3'400'000.00	-100.0
– Dim. des recettes (correction de valeur créances ouvertes)		0.0		0.0	-46'131.88	-0.1	-46'131.88	-0.1	-568'265.25	-1.3	522'133.37	-91.9
Total recettes	514'710.85	100.0	-68'519.80	100.0	33'778'558.42	100.0	34'224'749.47	100.0	42'281'150.77	100.0	-10'712'884.29	-25.3
Contributions à l'industrie alimentaire		0.0	14'460'721.74	-21104.4		0.0	14'460'721.74	42.3	10'836'882.00	25.6	3'623'839.74	33.4
Contributions aux transformateurs		0.0		0.0	37'759'689.39	111.8	37'759'689.39	110.3	24'906'239.91	58.9	12'853'449.48	51.6
Prestations de conseils (TSM)		0.0	0.00	0.0		0.0	0.00	0.0	29'532.95	0.1	-29'532.95	-100.0
Prestations d'encaissement (FPSL/TSM)		0.0	605.85	-0.9	171'927.60	0.5	172'533.45	0.5	178'994.75	0.4	-6'461.30	-3.6
Frais de gestion		0.0	22'358.00	-32.6		0.0	22'358.00	0.1	16'943.00	0.0	5'415.00	32.0
Contributions à l'exportation		0.0		0.0		0.0	0.00	0.0	15'612'440.00	36.9	-15'612'440.00	-100.0
Frais juridiques et de consultations		0.0	0.00	0.0	72'963.45	0.2	72'963.45	0.2	66'164.40	0.2	6'799.05	10.3
Total frais d'exploitation	0.00	0.0	14'483'685.59	-21138.0	38'004'580.44	112.5	52'488'266.03	153.4	51'647'197.01	122.2	841'069.02	1.6
Frais de personnel	352'978.30	68.6	0.00	0.0	0.00	0.0	352'978.30	1.0	308'580.55	0.7	-2'601.85	-0.8
Autres frais de personnel	70'818.19	13.8					70'818.19	0.2	23'499.80			
Frais de locaux	17'616.85	3.4		0.0		0.0	17'616.85	0.1	20'232.40	0.0		0.0
Travaux effectués par des tiers	10'348.60	2.0					10'348.60	0.0	15'678.60			
Frais de gestion	66'650.12	12.9			149'804.55		216'454.67	0.6	84'815.48			
Total frais d'exploitation (y compris charges directes)	518'412.06	100.7	14'483'685.59	-21138.0	38'154'384.99	113.0	53'156'482.64	155.3	52'100'003.84	123.2	838'467.17	1.6
Total résultat d'exploitation de l'activité opérationnelle (EBITDA)	-3'701.21	0.7	-14'552'205.39	21238.0	-4'375'826.57	-13.0	-18'931'733.17	-55.3	-9'818'853.07	-23.2	-11'551'351.46	117.6
Produits financiers	2'870.21	0.6		0.0		0.0	2'870.21	0.0	10'420.81	0.0	-7'550.60	-72.5
Charges financières	178.71	0.0		0.0		0.0	178.71	0.0	217.10	0.0	-38.39	-17.7
Total rés. d'exploitation avant impôts (EBT)	-1'009.71	-0.2	-14'552'205.39	21238.0	-4'375'826.57	-13.0	-18'929'041.67	-55.3	-9'808'649.36	-23.2	-11'558'863.67	117.8
Report résultats des fonds sur provision selon rescrit fiscal		0.0	-14'552'205.39	21238.0	-4'375'826.57	-13.0	-18'928'031.96	-55.3	-9'902'192.79	-23.4	-9'025'839.17	91.1
Impôts	21'906.50	4.3		0.0		0.0	21'906.50	0.1	10'000.00	0.0	11'906.50	119.1
Total excédent de recettes/de dépenses	-22'916.21	-4.5	0.00	0.0	0.00	0.0	-22'916.21	-0.1	83'543.43	0.2	-2'544'931.00	-3046.2

Berne, 31.12.2012/pm

Bericht der Revisionsstelle zur Jahresrechnung an die Delegiertenversammlung des Vereins Branchenorganisation Milch (BOM), Bern

Als Revisionsstelle haben wir die beiliegende Jahresrechnung des Vereins Branchenorganisation Milch (BOM), bestehend aus Bilanz und Erfolgsrechnung und Anhang für das am 31. Dezember 2012 abgeschlossene Geschäftsjahr geprüft.

Verantwortung des Vorstandes

Der Vorstand ist für die Aufstellung der Jahresrechnung in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften und den Statuten verantwortlich. Diese Verantwortung beinhaltet die Ausgestaltung, Implementierung und Aufrechterhaltung eines internen Kontrollsystems mit Bezug auf die Aufstellung einer Jahresrechnung, die frei von wesentlichen falschen Angaben als Folge von Verstössen oder Irrtümern ist. Darüber hinaus ist der Vorstand für die Auswahl und die Anwendung sachgemässer Rechnungslegungsmethoden sowie die Vornahme angemessener Schätzungen verantwortlich.

Verantwortung der Revisionsstelle

Unsere Verantwortung ist es, aufgrund unserer Prüfung ein Prüfungsurteil über die Jahresrechnung abzugeben. Wir haben unsere Prüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den Schweizer Prüfungsstandards vorgenommen. Nach diesen Standards haben wir die Prüfung so zu planen und durchzuführen, dass wir hinreichende Sicherheit gewinnen, ob die Jahresrechnung frei von wesentlichen falschen Angaben ist.

Eine Prüfung beinhaltet die Durchführung von Prüfungshandlungen zur Erlangung von Prüfungsnachweisen für die in der Jahresrechnung enthaltenen Wertansätze und sonstigen Angaben. Die Auswahl der Prüfungshandlungen liegt im pflichtgemässen Ermessen des Prüfers. Dies schliesst eine Beurteilung der Risiken wesentlicher falscher Angaben in der Jahresrechnung als Folge von Verstössen oder Irrtümern ein. Bei der Beurteilung dieser Risiken berücksichtigt der Prüfer das interne Kontrollsystem, soweit es für die Aufstellung der Jahresrechnung von Bedeutung ist, um die den Umständen entsprechenden Prüfungshandlungen festzulegen, nicht aber um ein Prüfungsurteil über die Wirksamkeit des internen Kontrollsystems abzugeben. Die Prüfung umfasst zudem die Beurteilung der Angemessenheit der angewandten Rechnungslegungsmethoden, der Plausibilität der vorgenommenen Schätzungen sowie eine Würdigung der Gesamtdarstellung der Jahresrechnung. Wir sind der Auffassung, dass die von uns erlangten Prüfungsnachweise eine ausreichende und angemessene Grundlage für unser Prüfungsurteil bilden.

Prüfungsurteil

Nach unserer Beurteilung entspricht die Jahresrechnung für das am 31. Dezember 2012 abgeschlossene Geschäftsjahr dem schweizerischen Gesetz und den Statuten.

Berichterstattung aufgrund weiterer gesetzlicher Vorschriften

Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen an die Zulassung gemäss Revisionsaufsichtsgesetz (RAG) und die Unabhängigkeit (Art. 728 OR) erfüllen und keine mit unserer Unabhängigkeit nicht vereinbare Sachverhalte vorliegen.

In Übereinstimmung mit Art. 728a Abs. 1 Ziff. 3 OR und dem Schweizer Prüfungsstandard 890 bestätigen wir, dass ein gemäss den Vorgaben des Vorstandes ausgestaltetes internes Kontrollsystem für die Aufstellung der Jahresrechnung existiert.

Wir empfehlen, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

Wir machen darauf aufmerksam, dass die Jahresrechnung des Vereins Branchenorganisation Milch (BOM) überschuldet ist. Wir verweisen in diesem Zusammenhang jedoch auf die Ausführungen im Anhang wonach der Vorstand Sanierungs-Massnahmen beschlossenen und eingeleitet hat, die geeignet sind, die Überschuldung aufzuheben und die Liquiditätssituation zu entspannen. Sollten diese Massnahmen nicht bis zum Ablauf der Allgemeinverbindlichkeit in vollem Ausmass umgesetzt werden können, sind vom Vorstand unverzüglich zusätzliche Massnahmen zur Vermeidung einer Insolvenzsituation zu treffen.

Bern, 8. April 2013 sw/tt
127100Rb 2012 Verein BOM

Dr. Röthlisberger AG

Urs Schwab
dipl. Wirtschaftsprüfer
Revisionsexperte
(Leitender Revisor)

Hanny Meister
dipl. Wirtschaftsprüferin
Revisionsexpertin

Contexte

Le bilan consolidé au 31 décembre 2012 contient des actifs à hauteur de CHF 12 553 861.34 au total et des fonds étrangers à court terme à hauteur de CHF 20 107 329.43. Il en résulte en surendettement de CHF 7 553 468.09.

Le déficit à la fin 2012 concerne en premier lieu le fonds d'allègement du marché. Rappelons que ce fonds, dont la création a été décidée à l'assemblée des délégués du 3 mai 2011, vise à soutenir le prix du lait à l'échelon de la production. Il est financé par une contribution des producteurs de 1.0 ct. par kg de lait. Les contributions servent à soutenir les ventes de beurre, de poudre de lait entier, de crème et de lait (avec plus de 3.0 % de matière grasse) pendant une période limitée.

Les contributions au fonds d'allègement du marché sont encaissées avec un retard d'environ 4 mois. Ce retard s'explique par l'administration de l'annonce des quantités et par la facturation des contributions qui en découle. En revanche, les exportateurs envoient en général les demandes de soutien immédiatement après l'exportation des produits donnant droit aux contributions. Ce découvert temporaire provoque un manque permanent de liquidités depuis la création du fonds.

Réaction et mesures du comité de l'IP Lait

Les contributions du fonds par kg de graisse lactique exportée ont oscillé entre CHF 3.967 et 4.815 de janvier à mai 2012. La contribution représentait 70 % de la différence du prix de la graisse entre la Suisse et l'étranger. Les grandes quantités exportées en 2012 ont provoqué le surendettement figurant dans le bilan au 31 décembre 2012 ainsi qu'une situation tendue au niveau des liquidités.

Comme première mesure urgente pour faire face à cette situation, le comité a décidé de réduire les contributions à l'exportation à CHF 3.00 par kg de graisse exportée pour les mois de juin et juillet et à CHF 1.50 pour la période d'août à décembre 2012.

Comme autre mesure à moyen terme pour détendre la situation au niveau des liquidités et pour remédier au surendettement au 31 décembre 2012, le comité a décidé de suspendre le versement des aides du fonds d'allègement du marché à partir du 1^{er} janvier 2013. Par ailleurs, le comité a décidé, après d'intensives discussions, de supprimer le fonds d'allègement du marché lorsque la force obligatoire arrivera à terme le 1^{er} mai 2013 et de ne pas le remplacer. Quant au fonds d'intervention, lequel sert à compenser la différence du prix de la matière première au deuxième échelon de transformation, le comité a également décidé de le supprimer. Avec ces mesures, aucune nouvelles obligations à la charge du fonds d'allègement du marché et du fonds d'intervention ne pourront être créées à partir du 1^{er} janvier 2013, à l'exception des factures déjà envoyées pour un montant total de TCHF 3430.

Selon le compte prévisionnel 2013 établi sur la base des mesures décidées par le comité, le surendettement au 31 décembre 2012 devrait pouvoir être effacé et la situation au niveau des liquidités améliorée, en tenant compte des contributions des producteurs pour un montant attendu d'environ TCHF 11 500 (janvier à avril 2013) dont le versement reste soumis à la force obligatoire jusqu'au 30 avril 2013.

21 mars 2013
D. Gerber, gérant



Interprofession du Lait
BO Milch – IP Lait – IP Latte
Belpstrasse 26
3007 Berne

Téléphone 031 381 71 11
Télécopie 031 381 71 12

www.ip-lait.ch

INTERPROFESSION DU LAIT
BO MILCH - IP LAIT - IP LATTE